

Indépendance de la Calédonie : un troisième référendum le 12 décembre !

écrit par François des Groux | 3 juin 2021



En France, il existe des référendums à géométrie variable.

Par exemple, en 2005, sous Sarkozy, le NON (55%) l'avait emporté sur la question du [Traité établissant une constitution pour l'Europe](#).

Pas grave, de l'aveu même de Giscard d'Estaing, le [Traité de Lisbonne de 2007](#) passait outre l'avis des Français en changeant la forme du traité de 2005 « *mais pas le fond* ».

Et puis il y a les référendums que l'on recommence *ad vitam æternam* jusqu'à ce que le OUI l'emporte.

Par exemple, après 2018 (56,7% de NON) et 2020 (53,3% de NON), la Nouvelle-Calédonie votera POUR ou CONTRE l'indépendance une troisième fois le **12 décembre 2021**.

Paradoxalement, ce sont les Français de métropole qui acceptèrent ces modalités en 1988 par... [voie référendaire](#) en répondant **OUI (80%)** à la question « *Approuvez-vous le projet*

de loi soumis au peuple français par le président de la République et portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie ? ».

Une question quelque peu tarabiscotée embrouillant les cerveaux de Français n'ayant sans doute pas lu le projet de loi...

Mais il faut rappeler aux loyalistes calédoniens que le 8 janvier 1961 avait eu lieu également un référendum sur l'autodétermination de l'Algérie (75% de OUI)... avec les conséquences funestes que l'on sait pour les pieds-noirs.

Quant aux Républicains de Jacob, on ne sait pas trop ce qu'ils pensent, comme d'habitude.



Alors si le 12 décembre 2021, c'est NON, on recommencera une quatrième fois et ainsi de suite jusqu'à obtenir l'indépendance...

Mais si c'est OUI, la France continuera-t-elle à aider

financièrement la Nouvelle-Calédonie tout en laissant Chinois et Australiens la virer et se jeter sur le sous-sol du « caillou » riche en nickel ?

Étrangement, les politiques français semblent pencher en faveur de l'indépendance d'un territoire stratégique tout en arrimant un boulet à la métropole : Mayotte (départementalisée en 2009 par Sarkozy), une île ne nous rapportant que des cacahouètes et des migrants comoriens...

Nouvelle-Calédonie : le troisième référendum aura lieu le 12 décembre



La date est désormais connue.

Le troisième et ultime référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, décisif pour le sort institutionnel du territoire, aura lieu le 12 décembre 2021, a annoncé le gouvernement mercredi 2 juin 2021 après une semaine de discussions entre loyalistes et indépendantistes.

« Un chemin nouveau »

[...] Si le oui l'emporte, « il faudra bien prendre ce temps jusqu'en 2023 pour clarifier le lien entre la République française et le nouvel État indépendant », a souligné Sébastien Lecornu en précisant qu'il y aurait alors « une première consultation référendaire pour que le nouvel État puisse arrêter sa Constitution ».

De l'autre côté, si le non l'emporte, l'accord de Nouméa étant caduc, « il faudra bien dessiner un chemin nouveau pour les institutions de Nouvelle-Calédonie », a-t-il poursuivi.

« Et, quoi qu'il arrive, il y aura une **quatrième consultation référendaire** » ou, a-t-il corrigé, « une première consultation référendaire, d'une nouvelle ère post-Nouméa ».

L'Union calédonienne (UC), seule branche du FLNKS présente aux discussions, avait rappelé mercredi matin dans un communiqué : « La position de l'État ne nous engage pas, elle n'a pas été validée par notre délégation. »

« L'option qu'on ne souhaitait pas »

« Je me réjouis que la position constante des Républicains, conforme à la volonté exprimée par nos élus calédoniens, ait été entendue et retenue par Emmanuel Macron », a réagi dans un communiqué le président des Républicains, [Christian Jacob](#).

Le sénateur loyaliste Pierre Frogier (LR) avait la semaine dernière déclaré que, « dans la mesure où ce référendum n'a pas lieu le plus tôt possible, c'est-à-dire avant l'échéance présidentielle, cela voudra dire que ce gouvernement aura basculé dans le camp des indépendantistes ».

L'écart entre partisans et adversaires de l'indépendance s'est nettement resserré lors du deuxième référendum de

2020, par rapport au premier qui avait eu lieu en 2018. Les loyalistes ont reculé de 56,7 à 53,3 %, tandis que les indépendantistes sont montés de 43,3 à 46,7 %.

https://www.lepoint.fr/politique/nouvelle-caledonie-le-troisime-referendum-aura-lieu-le-12-decembre-02-06-2021-2429308_20.php

Dans cette affaire calédonienne, on sent la droite culpabilisée depuis les « événements » d'Ouvéa et la gauche trépignant de se débarrasser des *confettis d'empire* pour faire de la France un pays encore plus... riquiqui.

Nouvelle-Calédonie: «La France va-t-elle se désengager de l'Outre-mer?»



Du 25 mai au 3 juin, un sommet se tient à Paris pour faire dialoguer les indépendantistes et loyalistes néo-calédoniens avec le gouvernement. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

[...] Cette situation, que certains analystes perçoivent comme anachronique, évoquant des «confettis d'empire», a été fermement défendue par les différents gouvernements français

depuis la fin des mouvements de décolonisation dans les années 1960 pour des raisons d'ordre géostratégique...

Face au climat international actuel de remise en cause de la domination occidentale dans le monde, qui considère que la France maintient des «colonies» *de facto*, il peut exister une tentation de la part de l'exécutif de se retirer des territoires les plus lointains...

Cette tendance est susceptible d'avoir des conséquences sur la place de la France sur l'échiquier géopolitique international, qui poursuivrait son recul, devenant définitivement une puissance de second rang...

Outre le risque de perdre les éléments d'une présence diplomatique, militaire et territoriale planétaire, les bonnes relations avec les nouveaux États indépendants n'étant pas assurées éternellement, il est fort à parier que d'autres puissances concurrentes ou émergentes s'empresseront de prendre la place laissée vide par les Français, probablement les Américains ou les Chinois dans le Pacifique, ces derniers pouvant s'appuyer sur la présence de communautés asiatiques en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie.

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nouvelle-caledonie-la-france-va-t-elle-se-desengager-de-l-outre-mer-20210528>



Actuelle zone économique exclusive (ZEE) française